Questionnaire

Le questionnaire suivant a pour but d'aider les États membres et les autres acteurs concernés à fournir des informations et des contributions pour le rapport susmentionné.

- Veuillez fournir des informations sur l'application de mesures administratives dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Il s'agit notamment du recours à la détention administrative - ou de sécurité -, de l'interdiction de voyager ou d'entrer dans le pays d'origine, de restrictions de mouvement, de mesures d'expulsion, de la lutte contre le financement du terrorisme, de l'inscription d'entités et d'individus sur une liste de terroristes, de la surveillance et de la déchéance de la nationalité.

- Veuillez fournir des informations sur le cadre réglementaire utilisé pour la mise en œuvre des mesures administratives dans le cadre de la lutte contre le terrorisme et donner des précisions sur les liens entre ces mesures et l'utilisation du système de justice pénale pour prévenir et combattre le terrorisme.

- En ce qui concerne les mesures administratives utilisées et mentionnées ci-dessus, veuillez fournir des informations sur les défis et les avantages de l'utilisation de ces mesures administratives, ainsi que sur les bonnes pratiques et les enseignements tirés. Ce faisant, veuillez préciser comment les mesures administratives utilisées répondent effectivement à la menace posée par le terrorisme.

- Veuillez fournir des détails sur les garanties mises en place, y compris les mécanismes de contrôle, pour garantir que les mesures administratives n'empiètent pas sur les droits de l'homme. Ces droits comprennent, entre autres, le respect de la vie privée, la liberté de religion, la liberté de circulation, la garantie d'une procédure régulière et d'un procès équitable, la non-discrimination, l'égalité des sexes, la liberté et la sécurité de la personne et l'accès à des voies de recours efficaces.

- Veuillez indiquer si des études d'impact sur les droits de l'homme sont réalisées avant l'élaboration et la mise en œuvre des mesures administratives de lutte contre le terrorisme, et si un suivi et une évaluation sont effectués périodiquement pour évaluer l'efficacité des mesures administratives par rapport à leurs objectifs déclarés. Veuillez également fournir des informations sur la manière dont les organisations de la société civile sont impliquées dans ces processus de suivi et d'évaluation.

- Veuillez fournir des informations sur les mesures spécifiques qui ont été prises pour garantir l'obligation de rendre des comptes et l'accès à des voies de recours en cas de violation des droits de l'homme résultant de l'utilisation de mesures administratives dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.